

## Burundi : La société civile veut la vérité sur l'assassinat d'Ernest Manirumva

Arrib News, 11/11/2009 – Source APALe Forum de renforcement de la société civile (FORSC), regroupant les organisations de la société civile burundaise, ont produit lundi une déclaration dans laquelle elles font savoir qu'elles resteront mobilisées jusqu'à l'aboutissement des enquêtes et la punition des commanditaires et exécutants de l'assassinat du vice-président de l'Observatoire de lutte contre la corruption (OLUCOME), Ernest Manirumva, tué dans la nuit du 9 au 10 avril 2009. Ces organisations indiquent, dans la même déclaration, qu'il n'est pas encore opportun de se prononcer sur la crédibilité de la 3<sup>e</sup> commission nommée pour enquêter sur cette affaire, les deux autres ayant été incapables d'identifier les auteurs de l'assassinat.

« Nous la jugeront sur les résultats », indiquent les activistes de la société civile faisant par ailleurs remarquer qu'un mois après la mise en place de cette commission d'enquête, les investigations ont bel et bien commencé. Ils se disent par ailleurs disposés à travailler avec la commission, ajoutant que les enquêteurs reçoivent des menaces et des appels téléphoniques anonymes. Des hauts gradés de la police auraient tenu dernièrement une réunion visant à déstabiliser la nouvelle commission, selon le président de l'Association de Promotion des Droits de l'Homme (APRODH), Pierre Clément Mbonimpa. Les activistes des Droits de l'Homme menacent par ailleurs de dévoiler, dans trente jours, les personnes impliquées dans l'assassinat de feu Manirumva si la commission se montre incapable de le faire. Pour calmer les esprits, le Procureur général de la République, M. Elysée Ndaye, a demandé ce mardi aux organisations de la société civile d'être patientes et d'attendre les conclusions des enquêtes. Il demande à la société civile de fournir à la justice les informations dont elle dispose. Les organisations de la société civile font cependant remarquer que toutes les informations pouvant servir de base aux enquêteurs ont été fournies, mais qu'elles ne sont pas utilisées.